

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
29 mars 2004  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 19 mars 2004 adressée au Président  
du Conseil de sécurité par la Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à ma lettre du 2 octobre 2003 (S/2003/959), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le troisième rapport que le Cambodge a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité créé  
par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



**Annexe**

**Lettre datée du 18 mars 2004 adressée au Président du Comité  
contre le terrorisme par le Représentant permanent du Cambodge  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre du Gouvernement royal du Cambodge, j'ai l'honneur, suite à votre lettre du 8 août 2003, de vous faire tenir ci-joint le troisième rapport présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur  
(*Signé*) Ouch **Borith**

## Pièce jointe

### **Mesures prises par le Gouvernement royal du Cambodge en application de la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

#### **I. Ministère de l'intérieur**

1. Le Ministère de l'intérieur, qui a bénéficié à cet effet d'une étroite coopération de la part des organisations internationales et d'organisations non gouvernementales, a soulevé un certain nombre de questions relevant de sa compétence en vue de l'élaboration d'une loi relative aux armes, explosifs et munitions. Le projet de loi a été présenté au Secrétariat général de l'Assemblée nationale pour être examiné par la Commission législative.

2. Conformément aux alinéas c) et d) du paragraphe 2 de la résolution 1373, aux termes duquel tous les États Membres doivent prendre toutes les mesures qui s'imposent, le Gouvernement royal du Cambodge s'est fermement engagé à n'admettre sur son territoire aucune personne identifiée comme apportant un soutien financier ou comme se livrant à une quelconque activité terroriste.

3. Le Gouvernement royal du Cambodge qui s'efforce de renforcer les dispositions régissant la délivrance des passeports et visas s'est penché sur la procédure applicable, selon les cas, aux trois catégories de passeport (passeport de service (officiel), passeport diplomatique et passeport ordinaire), qui existent au Cambodge :

a) Les passeports de service et les passeports diplomatiques sont délivrés par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale aux fonctionnaires en mission officielle à l'étranger et les passeports ordinaires sont délivrés par le Ministère de l'intérieur aux seuls citoyens cambodgiens;

b) Les citoyens cambodgiens de race khmer doivent présenter des formules de demande signées ou revêtues de leurs empreintes digitales, dans lesquelles sont précisées le but et les motifs de leur demande de passeport, accompagnées du livret de famille, de la carte d'identité ou de tout autre document attestant qu'ils sont de race khmer et comportant leur adresse exacte;

c) Les étudiants cambodgiens et les personnes qui font des études ou résident à l'étranger, doivent remplir les formules prévues à cet effet et y joindre : leur ancien passeport, des photos d'identité et des lettres certifiées par l'Ambassade royale ou par le représentant de la mission du Cambodge auprès de pays étrangers. Les étudiants doivent joindre une lettre certifiée de l'établissement auquel ils sont rattachés.

La validité du passeport ordinaire est de trois ans et peut être prorogée à deux reprises de deux années. Le passeport expire au bout de sept ans, à compter de la date de sa délivrance. Les détenteurs du passeport peuvent alors demander que leur en soit délivré un nouveau. Le Ministère de l'intérieur a le droit d'annuler, saisir et déclarer nuls et non avenue les passeports déjà délivrés dans les cas suivants :

a) Lorsque le passeport est détenu par une personne inculpée ou déclarée coupable d'infractions criminelles ou qui fait l'objet d'un mandat d'arrestation;

b) Lorsque le passeport est détenu par une personne recherchée par les institutions compétentes;

c) Lorsqu'il est établi, preuves à l'appui, que les passeports sont des faux ou qu'ils ont été falsifiés ou obtenus irrégulièrement.

#### **4. Procédure de délivrance des visas**

Une loi réprimant les actes terroristes a été adoptée par l'Assemblée nationale du Cambodge en 1992, mais ses dispositions n'étant pas entièrement conformes aux normes internationales, le Cambodge l'applique en combinaison avec la loi sur l'immigration, assortie de plusieurs arrêtés. Dans la pratique, c'est l'arrêté No 75 ANK.BK, daté du 20 août 1999, concernant les formalités auxquelles doivent se conformer les étrangers non immigrants à l'entrée et à la sortie du territoire cambodgien ou pour être autorisés à résider au Cambodge à l'exclusion des personnes qui cherchent à se soustraire à une condamnation pour délit pénal et de celles que le ministère compétent juge, sur la base d'indices suffisants, susceptibles de se livrer à des activités nuisibles aux intérêts ou à la sécurité publics et dont la présence dans le Royaume du Cambodge est indésirable, en vertu des sections 12, 13 et 14 respectivement de l'article 13 du chapitre 5 de l'arrêté.

Le Ministère de l'intérieur est l'organe habilité à annuler les visas de résident permanent délivrés à des étrangers résidant au Cambodge qui sont impliqués dans des activités terroristes ou à autoriser les détenteurs de visas des catégories T, D et E à demeurer en territoire cambodgien, conformément à la section 10, C du chapitre 5.

En ce qui concerne l'extradition, la loi relative à l'immigration adoptée le 26 août 1994 s'applique, conformément à l'article 36 du chapitre 7, à l'égard des personnes qui se livrent à des activités ou qui sont soupçonnées sur la base d'indices sérieux de se livrer à des activités menaçant dangereusement la sécurité nationale.

## **II. Banque nationale**

La Banque nationale du Cambodge a également communiqué, le 21 octobre 2002, à la Banque du commerce, aux banques d'industrie et aux établissements de microcrédit des directives concernant les procédures et moyens à mettre en oeuvre pour dépister et identifier les opérations financières suspectées d'être liées à des activités terroristes et leur enjoignant de prendre sans retard les mesures qui s'imposent pour geler tous les avoirs et bloquer les transactions financières chaque fois qu'il apparaît que les comptes utilisés le sont au profit d'activités terroristes.